

LEE HYE MIN

Conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20, ancien ministre adjoint du Commerce de Corée, ancien négociateur en chef pour l'ALE Corée-Union européenne

Merci, Thomas. Je suis très heureux d'être avec vous ce matin, à Abou Dabi. Je voudrais tout d'abord féliciter Thierry et son équipe de l'Ifri, pour leur courage et leur capacité à mettre en place cette merveilleuse conférence, et malgré de nombreuses contraintes sanitaires et logistiques. Bravo et merci.

L'escalade de la tension et du conflit entre les États-Unis et la Chine est un souci bien plus important pour la Corée que pour n'importe quel autre pays du fait de son histoire et de sa géographie. L'alliance militaire avec les États-Unis est la colonne vertébrale de la politique étrangère de la Corée mais il faut noter que plus de 30 % du total des exportations de la Corée vont en Chine et à Hong Kong, et la Corée est la plus grande source des importations de la Chine. En outre, et c'est peut-être le plus important, les États-Unis et la Chine sont deux partenaires indispensables de la Corée pour gérer la menace de la Corée du Nord et maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne. Il est pratiquement impossible pour la Corée de séparer les problèmes économiques et géopolitiques et je pense que l'idée d'une séparation économique d'avec la Chine est inenvisageable pour la Corée. Cela étant, en tant qu'alliée des États-Unis, la Corée suivra les tendances stratégiques des États-Unis, et cela a été confirmé au sommet en face-à-face des deux pays en mai à la Maison Blanche. Cependant, il serait difficile pour la Corée de rejoindre une initiative ciblant spécifiquement la Chine, telle que l'AUKUS.

L'ordre politique international que nous souhaitons voir est non exclusif, et nous attachons une grande valeur à la coopération avec tous les pays du monde car plus de 90 % du PIB de la Corée vient du commerce extérieur. La Corée veut rester un bon et loyal partenaire des États-Unis sans provoquer la Chine à l'avenir. En réponse à la situation géopolitique actuelle, des entreprises coréennes comme Samsung, LG, SK et Hyundai Motors essaient d'augmenter leur investissement aux États-Unis et examinent en ce moment par quel moyen modifier leur chaîne d'approvisionnement mondial. En marge de la rencontre du mois de mai, ces quatre entreprises ont annoncé environ 14 milliards de dollars d'investissement aux États-Unis. Cet investissement permettra à ces entreprises de fabriquer des produits high-tech dans un environnement politique et légal prévisible et digne de confiance. Les dirigeants d'entreprises coréens savent bien que le conflit entre la Chine et les États-Unis va continuer, et c'est un facteur constant et important dans l'élaboration de leur stratégie d'entreprise.

Je voudrais à présent aborder brièvement le TPP et le RCEP dans le contexte de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. Je pense que les États-Unis vont revenir dans le TPP, mais pas tout de suite. Un retour des États-Unis jouera un rôle significatif dans le changement des



chaînes d'approvisionnement mondiales actuellement dominées par la Chine et dans la mise en place des règles d'échanges internationaux, telles que les échanges numériques, sans la Chine et sans même l'Union Européenne. La décision de l'administration Biden concernant le TPP sera probablement prise l'année prochaine après les élections de mi-mandat, car les échanges commerciaux ne sont pas un sujet populaire de la politique intérieure et n'aident en rien à améliorer les scores électoraux. Dans le cas d'un retour des États-Unis, ce ne sera pas un retour au TPP de 2016 mais une proposition de TPP fondé sur les dispositions du NCA américain qui renforcerait le droit du travail et l'environnement, ainsi que les dispositions sur les échanges de carburant et le climat.

L'accord RCEP (Partenariat Global Economique Régional), pour lequel les négociations ont commencé en 2011, a été signé en novembre dernier avec les 10 ASEAN plus cinq pays et sans l'Inde. Cependant, l'accord n'a pas tant d'importance que cela d'un point de vue commercial car son niveau de libéralisation pour les marchandises et les services reste inchangé par rapport aux accords de libre-échanges bilatéraux existants entre les pays signataires. La perspective de sa mise en place n'est pas encore claire. Pour pouvoir l'appliquer, il doit être ratifié par, au moins, six pays ASEAN et trois non-ASEAN. Quant aux pays non-ASEAN, la Chine et le Japon ont déjà ratifié le traité et la Corée entend le faire avant la fin de l'année. Pour l'ASEAN, ça semble assez compliqué. La situation politique récente à Myanmar pourrait empêcher sa ratification. La Malaisie semble incertaine également à cause de ses récents sentiments négatifs envers l'accord de libéralisation. Il faut noter que la Malaisie et Bruinai n'ont même pas encore ratifié le CPTPP (ou TPP 11). L'entrée en vigueur du traité pourraient prendre un certain temps si les États-Unis exprimaient une inquiétude ou s'ils réintégraient le TPP. Ironiquement, le fait que le RCEP ne soit pas si important commercialement pourrait être la raison pour laquelle les États-Unis s'en désintéressent, mais l'importance symbolique et politique pourrait prendre le pas.

Merci.

Thomas Gomart

Merci beaucoup ambassadeur Lee. Je pense qu'un de vos arguments principaux est le rappel que la Corée souhaite s'aligner avec les États-Unis sans provoquer la Chine, ce qui est position équilibrée.